

le déploiement des forces soviétiques, il est important de se demander si l'URSS changerait d'attitude dans le cas où l'OTAN ferait une déclaration semblable.

Dans la mesure où les forces nucléaires tactiques et de théâtre de l'OTAN sont vulnérables advenant une attaque préemptive, les Soviétiques garderont en réserve l'option d'une telle attaque. Il fait peu de doute que le gros du potentiel nucléaire actuel de l'OTAN (les armes comme les vecteurs) est vulnérable, même si les avis restent partagés quant à l'ampleur de cette vulnérabilité. Toutefois, une politique de non-recours à une première frappe tendant à réduire cette vulnérabilité en favorisant de nouveaux modes de déploiement ou en supprimant entièrement certains systèmes serait somme toute avantageuse, car l'adversaire serait moins porté à lancer une attaque préemptive. Mais il est évident que ce scénario pourrait se réaliser *sans* une telle déclaration. Une réduction de la vulnérabilité ne passe pas nécessairement par l'adoption d'une politique de non-recours à une première frappe, mais pour être crédible, une telle politique exige vraisemblablement que la vulnérabilité soit préalablement réduite.

Il est difficile de savoir si, en réponse à l'adoption par l'OTAN d'une politique de non-recours à une première frappe, les Soviétiques modifieraient leurs propres modes de déploiement ou élimineraient certains de leurs systèmes offensifs. De même, les différents schémas concernant l'emploi tactique éventuel de l'arme nucléaire par l'URSS demeurent hypothétiques, quoique l'adoption par l'OTAN d'une politique de non-recours à une première frappe renverrait l'initiative d'une escalade dans le camp soviétique, ce qui serait autant de gagné.

Toutefois, la question essentielle demeure la suivante : quelle serait la réaction des Soviétiques si l'OTAN accroissait ses forces conventionnelles afin d'étayer sa politique de non-recours à une première frappe et de compenser l'affaiblissement de la menace nucléaire ? Se contenteraient-ils d'attendre bien sagement une modification de l'équilibre des forces ? Ou chercheraient-ils plutôt à répliquer en augmentant leurs propres forces ? Il fait peu de doute que tout effort déployé par l'OTAN pour redresser le déséquilibre présumé des forces provoquerait une contre-réaction de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie. Paradoxalement, il est donc concevable que, dans certaines conditions, une politique de non-recours à une première frappe, au lieu de freiner la course aux armements, en favoriserait l'accélération. À moins d'assortir une telle politique d'accords limitant l'augmentation des forces conventionnelles, l'équilibre des forces pourrait être gravement compromis. Une course aux armements destinée à combler de présumées lacunes dans la

structure des forces classiques serait très coûteuse pour les deux camps—certainement plus coûteuse que l'actuelle course aux armements nucléaires. Le non-recours à une première frappe va donc de pair avec la limitation des armements, et il est peut-être un peu tôt pour affirmer qu'il "n'exige ni négociations, ni traités, ni vérification".

8. *Toute déclaration de non-recours à une première frappe devrait être précédée d'une déclaration de non-recours à l'emploi préventif et de non-recours à la riposte prématurée.*

Selon les partisans du non-recours à une première frappe, l'Alliance pourrait opter pour le non-recours à l'emploi préventif, comme mesure préalable. Une telle politique permettrait d'accroître l'efficacité des forces classiques actuelles, car elle aurait pour effet d'élargir leur rôle et de simplifier les procédures de sécurité et de contrôle rattachées aux armes nucléaires. Les mêmes partisans recommandent en outre que l'OTAN "mette fin, comme mesure intérimaire, à tous les programmes de modernisation des armements (ceux visant la production et le déploiement de nouvelles générations d'obus nucléaires, par exemple) qui reposent sur le principe de l'emploi préventif de l'arsenal nucléaire. Enfin, ils affirment que l'OTAN devrait logiquement faire suivre ces mesures par une politique de non-recours à des représailles prématurées. Une telle politique favoriserait la stabilité en contraignant les États-Unis et leurs alliés à cerner l'origine et l'importance de toute explosion nucléaire avant de riposter.

L'OTAN a déjà pris des mesures en ce sens. Elle a d'abord retiré 1 000 ogives de son inventaire nucléaire en 1979, et elle a convenu, lors de la réunion de Montebello en 1983, d'éliminer 1 400 ogives de plus. En 1988, le stock nucléaire de l'OTAN aura passé de 7 000 à 4 500 ogives. Par ailleurs, l'Alliance a entrepris une modernisation de son infrastructure C<sup>3</sup> (commandement, contrôle et communications), améliorant ainsi ses capacités tactiques.

L'adoption d'une politique de non-recours à l'emploi préventif de l'arme nucléaire représenterait une évolution subtile, car la dissuasion, au lieu de s'opérer par la menace d'une escalade automatique une fois les forces engagées sur le champ de bataille, viendrait plutôt à reposer sur la menace d'une riposte calculée qui pourrait être dirigée contre le territoire soviétique.<sup>17</sup> La surviabilité, la contrôlabilité et la souplesse d'intervention des forces nucléaires de l'OTAN assumerait dès lors une importance encore plus décisive, au moment même où les Soviétiques seraient mieux en mesure de circonscrire les options nucléaires de l'OTAN qu'à toute autre époque depuis la création de l'Alliance.<sup>18</sup>